13
Avril 2010

équité

Bulletin d'Éducation au Commerce Équitable

ARTISANS DU MONDE

POUR UN COMMERCE ÉQUITABLE



© Jean Baptiste Cavelier

sommaire

P | 2 |
Les peuples amérindiens : de qui parle-t-on ?

P | 5 |
En lutte pour les droits économiques, sociaux, environnementaux et culturels

P | 10 |
Partenariats équitables avec les peuples amérindiens

P | 15 |
Focus pays : la Bolivie et le Mexique

Fédération **ARTISANS** DU **MONDE**

Commerce équitable & peuples amérindiens

Par Stéphane Le Borgne — Président de la Fédération Artisans du Monde

édito

Les peuples amérindiens sont les premiers concernés par les impacts de l'industrie agro-alimentaire intensive, de l'agrochimie, de la pharmacie, des industries extractives, et par les expropriations massives induites. Ils sont victimes de ces politiques économiques qui réduisent leur espace de vie et les entraînent dans un processus d'acculturation, mettant en péril leurs communautés.

Leur regard sur le développement économique et social proposé par le modèle dominant et ses conséquences est sans appel. Lors du Forum Mondial Social de Belém en 2009, ils nous interpellaient ainsi : « nous appartenons à la Terre-Mère et nous n'en sommes ni les propriétaires, ni les pilleurs, ni les vendeurs. Aujourd'hui, nous sommes à un carrefour : le capitalisme impérialiste a démontré son caractère dangereux non seulement par sa domination, et par l'exploitation de la violence structurelle qu'il exerce, mais aussi parce qu'il détruit la Terre-Mère et nous conduit au suicide planétaire. Il n'est ni « utile » ni « nécessaire ».

La situation et les droits des producteurs et des peuples amérindiens sont donc fortement précarisés. Ils sont naturellement intégrés dans le cadre des échanges du commerce équitable. En effet, le commerce équitable s'intéresse particulièrement aux producteurs et travailleurs marginalisés, tout particulièrement au Sud de la planète. Le commerce équitable est un partenariat commercial fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs.

Le commerce équitable s'efforce de relever les défis lancés par les Amérindiens. Il contribue au développement de leurs communautés dans le respect de leur culture, de la biodiversité, de leurs droits. Les valeurs et les combats politiques du commerce équitable sont similaires à ceux des communautés amérindiennes, dans le sens où ils mettent la priorité sur l'humain et le respect de la Terre-Mère.

Peuples indigènes, peuples autochtones, Indiens, Amérindiens...
Quelle définition ? Quel sens ?

« Les peuples autochtones (ou indigènes) sont les descendants des premiers habitants des terres sur lesquelles ils vivent. Ayant subi divers processus de colonisation, ils restent aujourd'hui sous domination culturelle, économique, sociale, minorisés politiquement au sein d'Etats Nations qui ne les reconnaissent pas en tant que peuples distincts, avec leurs propres organisations socio-culturelles et leurs modes de vie [...]. »

ICRA International © 2007

La notion d'indiens peut être très péjorative dans certains contextes nationaux (Amérique latine). Le terme «indigène» est couramment utilisé par les intéressés eux-mêmes, mais ceux-ci préfèrent cependant se définir par leur propre nom (ex : Aymara, Quetchua, Chiquitanos, Mapuches, etc.) ou se désigner comme « originarios ». Le terme « autochtone » est équivalent et peut être préféré. Les Amérindiens (peuples originaires du continent américain ayant subi la colonisation européenne puis celle des États issus des indépendances), sont les plus connus dans leur combat pour leurs droits.

Extrait Commission Plaidoyer Fédération Artisans du Monde - octobre 2009

Il n'existe évidemment pas de modèle unique et représentatif d'une société indigène. Il n'existe même pas de « société indigène ». Tout porte à croire qu'il y a autant de sociétés et de modèles que de peuples et de communautés. Pour autant, il est un point commun qui rassemble les peuples indigènes : le lien sacré à la Terre. Ce lien qui rassemble les peuples indigènes, peut aussi rassembler plus largement ceux qui travaillent chaque jour à la construction d'un autre modèle de société.

Peuples amérindiens
un lien sacré à la Terre Mère

Par Sophie GERGAUD, Ethnologue-cinéaste, Chargée de projets au Cedidelp[1]
et Frédéric DEROCHE[2] Docteur en droit public, Chargé de communication à l'ENSSIB[3] (Villeurbanne)

Depuis longtemps, les peuples autochtones appellent au respect de la terre en dénonçant la marchandisation de la vie, les atteintes à la biodiversité et aux droits des populations bafoués par nos pratiques économiques. Lors de la « conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre mère » qui se tiendra en avril 2010, à Cochabamba, suite à l'invitation du président bolivien Evo Morales, il s'agira de ratifier la « Déclaration des droits des peuples ET de la Terre Mère », rappelant que l'un ne va pas sans l'autre. Le lien intrinsèque qui unit les Amérindiens à la Terre est bien plus complexe que ne le laissent entendre le cliché du Bon Sauvage ou la vision new age de l'Indien écolo d'Amazonie. Il s'agit d'une relation bien plus profonde que les Amérindiens partagent, au delà des spécificités de chaque groupe, peuple ou ethnie.

Une relation systémique

Pour les Amérindiens, la Terre, source de vie, est le fondement même de leur identité. Le terme « territoire » a un sens très large et une telle perception se rapproche de la notion de « milieu » : il s'agit d'un tout constitué d'interrelations sociales entre espèces, entre espèces et écosystème et, enfin, entre les écosystèmes eux-mêmes. La relation unique des Amérindiens à leurs territoires est un élément essentiel de la vie communautaire. La terre touche tous les aspects de la vie : les conceptions spirituelles ; l'approvisionnement en nourriture et en matériaux pour se vêtir et se loger ; les cycles de l'activité économique ; les modes d'organisation sociale comme les cérémonies, etc. La nécessité d'assurer la gérance de la terre entraîne toute une série de responsabilités et d'obligations régissant


© Tourisme & Développement Solidaire

1 | Cedidelp : Centre de documentation internationale pour le développement, les libertés et la paix.
2 | Auteur de « Les peuples autochtones et leur relation originale à la terre », L'Harmattan, 2008, 380p.
3 | ENSSIB : École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques.



© FAdM - Lise Trégloze

l'individu, la famille ou le clan, et la collectivité. Des mythes inscrits dans le territoire naissent les règles qui régissent la vie en société et des liens généalogiques, un rapport d'appartenance ou d'affiliation, qui favorise les connaissances concernant le monde naturel et ce, dans le passé et le présent. Par ailleurs, la terre, lieu de repos des ancêtres, constitue également la mémoire généalogique du peuple.

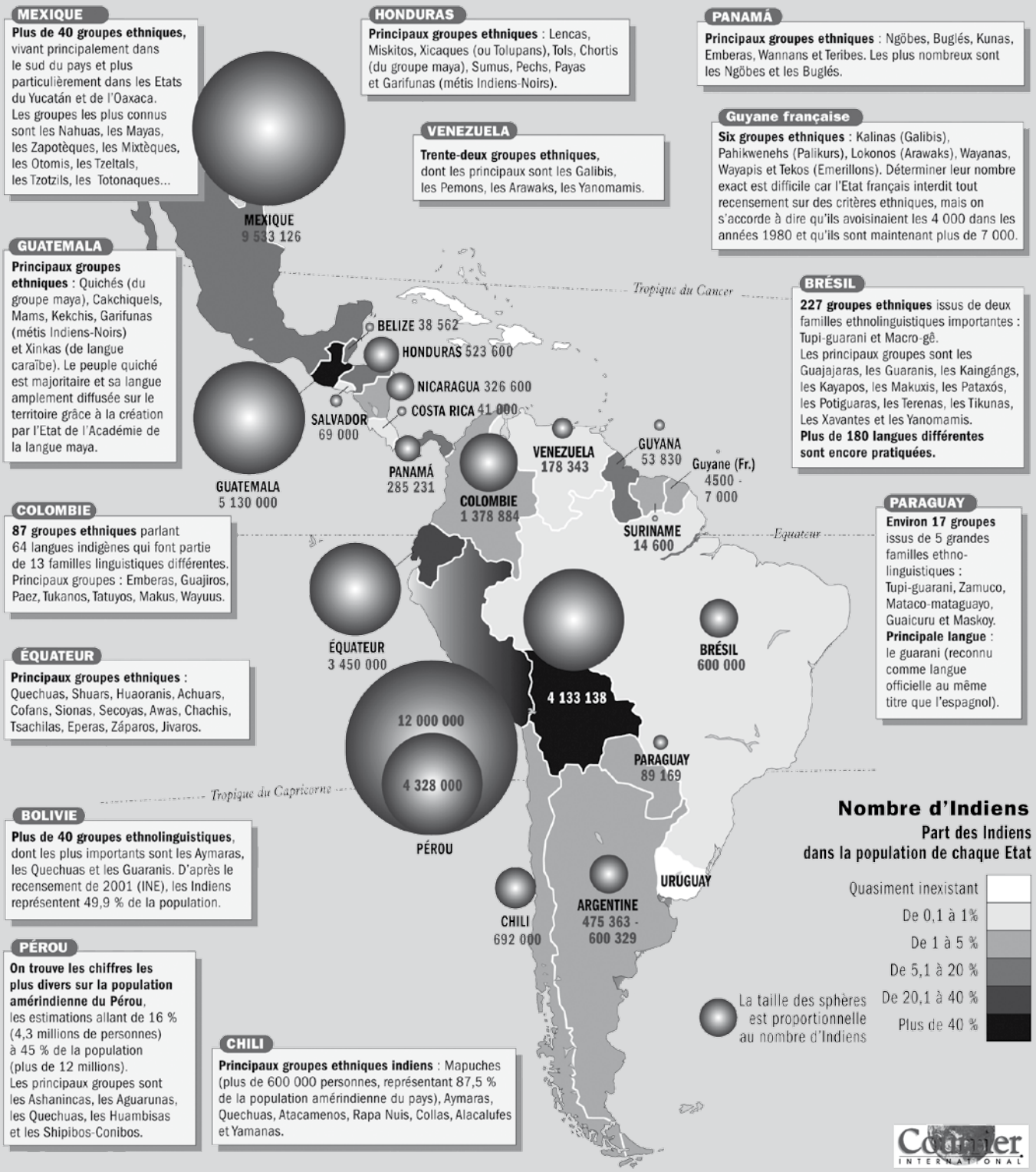
Un ensemble d'interactions en équilibre

Les diverses cosmovisions amérindiennes, même si elles possèdent leurs propres spécificités, ont pour caractéristique commune de placer les êtres humains au coeur de la nature et non au-dessus d'elle. L'interdépendance entre l'homme et la nature apparaît comme une valeur fondamentale, l'équilibre étant privilégié par rapport aux profits à court terme. L'homme n'est qu'une dimension du milieu et pas nécessairement la plus élevée. Le rapport à la nature, fondé sur l'équilibre, a donc pour objectif de maintenir une certaine solidarité entre les éléments.

Un mode de vie menacé

Le rapport à la terre est de nature collective. Le caractère exclusif et individuel du droit de propriété occidental n'est donc pas envisageable car un seul individu ne peut posséder le pouvoir de remettre en cause l'équilibre existant entre le groupe et la nature. Or les peuples autochtones doivent faire face à une dépossession croissante de leurs ressources au nom des impératifs de l'économie mondiale. Du fait de l'importance spirituelle, économique, sociale de la terre pour les peuples amérindiens, ces dépossessions n'ont pas entraîné simplement la perte d'un bien foncier mais ont mené à une destruction de leur identité. Si les droits des peuples autochtones commencent à être reconnus, ils sont loin d'être effectifs. De plus, les solutions envisagées, essentiellement fondées sur le modèle juridico-politique occidental, ne sont pas suffisantes. Les peuples autochtones revendiquent l'élaboration de nouveaux mécanismes qui prendraient en compte la spécificité de leur relation à la terre et de leur vision du monde et qui seraient établis avec leur participation. Il ne tient qu'à nous d'être à l'écoute : les peuples amérindiens, porteurs d'une autre vision du monde, sont un atout dans la construction d'un autre système garant du développement durable, entendu comme maîtrise par les peuples et les sociétés de leurs choix économiques, politiques, sociaux, culturels et écologiques. Un dévelop-pement au service des êtres humains mais dans le respect et la sauvegarde de l'écosystème.

Panorama des peuples amérindiens d'Amérique Latine (2008)



MEXIQUE

Plus de 40 groupes ethniques, vivant principalement dans le sud du pays et plus particulièrement dans les Etats du Yucatán et de l'Oaxaca. Les groupes les plus connus sont les Nahuas, les Mayas, les Zapotèques, les Mixtèques, les Otomis, les Tzeltals, les Tzotzils, les Totonaques...

GUATEMALA

Principaux groupes ethniques : Quichés (du groupe maya), Cakchiquels, Mams, Kekchis, Garifunas (métis Indiens-Noirs) et Xinkas (de langue caraïbe). Le peuple quiché est majoritaire et sa langue amplement diffusée sur le territoire grâce à la création par l'Etat de l'Académie de la langue maya.

COLOMBIE

87 groupes ethniques parlant 64 langues indigènes qui font partie de 13 familles linguistiques différentes. Principaux groupes : Emberas, Guajiros, Paez, Tukanos, Tatuyos, Makus, Wayuus.

ÉQUATEUR

Principaux groupes ethniques : Quechuas, Shuars, Huaoranis, Achuars, Cofans, Sionas, Secoyas, Awas, Chachis, Tsachilas, Eperas, Záparos, Jivaros.

BOLIVIE

Plus de 40 groupes ethnolinguistiques, dont les plus importants sont les Aymaras, les Quechuas et les Guaranis. D'après le recensement de 2001 (INE), les Indiens représentent 49,9 % de la population.

PÉROU

On trouve les chiffres les plus divers sur la population amérindienne du Pérou, les estimations allant de 16 % (4,3 millions de personnes) à 45 % de la population (plus de 12 millions). Les principaux groupes sont les Ashaninca, les Aguarunas, les Quechuas, les Huambisas et les Shipibos-Conibos.

CHILI

Principaux groupes ethniques indiens : Mapuches (plus de 600 000 personnes, représentant 87,5 % de la population amérindienne du pays), Aymaras, Quechuas, Atacamenos, Rapa Nuis, Collas, Alacalufes et Yamanas.

HONDURAS

Principaux groupes ethniques : Lencas, Miskitos, Xicaques (ou Tolupans), Tols, Chortis (du groupe maya), Sumus, Pechs, Payas et Garifunas (métis Indiens-Noirs).

VENEZUELA

Trente-deux groupes ethniques, dont les principaux sont les Galibis, les Pemons, les Arawaks, les Yanomamis.

ARGENTINE

Une trentaine de groupes ethniques dont les Mapuches, Kollas, Guaranis, Chorotes, Chulupis, Mokovis, Pilagas, Tapietes, Tehuelches, Tobas et Wichis. Les Mapuches (113 680) et les Kollas (70 505) sont les plus importants.

PANAMÁ

Principaux groupes ethniques : Ngöbes, Buglés, Kunas, Emberas, Wannans et Teribes. Les plus nombreux sont les Ngöbes et les Buglés.

Guyane française

Six groupes ethniques : Kalinas (Galibis), Pahikwenehs (Palikurs), Lokonos (Arawaks), Wayanas, Wayapis et Tekos (Emerillons). Déterminer leur nombre exact est difficile car l'Etat français interdit tout recensement sur des critères ethniques, mais on s'accorde à dire qu'ils avoisinaient les 4 000 dans les années 1980 et qu'ils sont maintenant plus de 7 000.

BRÉSIL

227 groupes ethniques issus de deux familles ethnolinguistiques importantes : Tupi-guarani et Macro-gê. Les principaux groupes sont les Guajajaras, les Guaranis, les Kaingángs, les Kayapos, les Makuxis, les Pataxós, les Potiguaras, les Terenas, les Tikunas, Les Xavantes et les Yanomamis. **Plus de 180 langues différentes sont encore pratiquées.**

PARAGUAY

Environ 17 groupes issus de 5 grandes familles ethno-linguistiques : Tupi-guarani, Zamuco, Mataco-mataguayo, Guaicuru et Maskoy. **Principale langue** : le guarani (reconnu comme langue officielle au même titre que l'espagnol).

Cinq siècles de métissage

La population latino-américaine d'aujourd'hui est le fruit d'un métissage entre Amérindiens, Européens et Africains. En conséquence, les Métis sont les plus nombreux, même s'ils se revendiquent le plus souvent comme Blancs, mais certains, minoritaires, s'identifient aux Indiens. Les préjugés raciaux et sociaux perdurent. D'où la difficulté d'établir des statistiques précises.

Courrier International

Sources : Instituts nationaux de statistiques ‹http://www.insee.fr/fr/liens/liens_pays.htm› (pour l'Argentine, le Belize, la Bolivie, le Chili, la Colombie, le Mexique, Panamá,le Paraguay, le Pérou, le Venezuela) ; les sources issues des recensements nationaux ont été privilégiées, même si parfois les chiffres ne sont pas satisfaisants ainsi dans le cas du Pérou. Institut de géophysique du Mexique ‹http://naolinco.igeofcu.unam.mx›, World Fact Book ‹https://www.cia.gov/library/publications/the-worldfactbook/index.html›, Instituto socioambiantal do Brazil ‹www.socioambiental.org›, Survival France ‹www.survivalfrance.org›.

Carte mise à disposition gracieusement par COURRIER INTERNATIONAL

Le forum social mondial de Bélem : porte voix des peuples amérindiens pour une mobilisation citoyenne globale

Par Jean HUET, membre de la délégation Artisans du Monde au Forum Social de Bélem.



© FAdM

Basé sur le mouvement altermondialiste, le Forum Social Mondial se construit tout d'abord sur une dénonciation et un rejet de la mondialisation du mode de production capitaliste. Organisé chaque année depuis 2001, d'abord à Porto Alegre (Brésil) puis par alternance sur d'autres continents, au moment du Forum économique de Davos, sommet de l'impérialisme néolibéral, le FSM constitue un espace de débat d'idées démocratique , d'approfondissement de la réflexion, de formulation de propositions, d'échange d'expériences et d'articulation pour tous ceux qui déclarent « qu'un autre monde est possible ».

Le FSM de 2009 s'inscrit dans un double contexte: le premier est celui de l'annonce de l'essoufflement de ce processus du fait qu'en 2008 ne s'est pas tenu un Forum Social Mondial mais des forums locaux, le second, plus global, celui de la crise du système capitaliste qui s'est révélé entre autre dans une crise alimentaire, environnementale et financière. Face à ces défis, le FSM 2009 fut un succès. Tout d'abord, avec la présence de plus de 130 000 participants, un fort renouvellement générationnel, et une représentation principale du continent sud-américain et de ses luttes. L'inscription de ce FSM à Belém, capitale de l'Etat du PARA un des états amazoniens du Brésil, symbolise à la fois l'attaque de l'agriculture productiviste et capitaliste de l'Amazonie et la force des mouvements sociaux pour la protection des populations amérindiennes. Finalement, l'Amazonie est un double symbole, tant de la destruction de la planète que de la possibilité d'un autre type de civilisation post-capitaliste.

L'organisation d'une journée pan-amazonienne le 28 janvier, jour d'ouverture du FSM, appuie l'originalité de ce dernier. Pour les peuples de l'Amazonie, le FSM est donc une opportunité pour demander une reconnaissance de leurs droits et d'une solidarité face aux dénigrements dont ils font l'objet. Ils veulent démontrer l'importance de la question indigène, non seulement pour l'Amazonie, mais pour la planète : enjeux environnementaux, sociaux, culturels... Ce message pleinement entendu va marquer tout au long du FSM les participants et en faire une des questions centrales de ce rassemblement. Belém a été l'occasion de comprendre que l'actuel effondrement financier, les conflits armés et la dégradation de l'environnement font partie d'une même crise de valeurs découlant du modèle de développement qui privilégie la compétition, sans limites et à n'importe quel prix. Les peuples amérindiens nous l'on rappelé en particulier lors des assemblées de clôture le 1er février avec l'Appel des peuples indigènes.

La délégation d'Artisans du Monde a bien entendu ce message : c'est pourquoi le mouvement s'est lancé dès octobre 2009 (appel des peuples indigènes) dans une campagne de mobilisation citoyenne qui se poursuit en mai 2010 lors de la quinzaine du commerce équitable. Preuve que le forum social mondial de Bélem fut bien le lieu de naissance d'une convergence des luttes.

Appel des peuples indigènes face à la crise de civilisation

Belém do Para, le 1er février 2009, par la CAOI (Coordination Andine des Organisations Indigènes), signé par 35 organisations latino-américaines et de nombreuses ONG à travers le monde.

A Belém, en janvier 2009, les représentants des peuples indigènes ont su utiliser le porte-voix du Forum Social Mondial pour alerter sur leurs situations mais aussi pour lancer plus largement un appel à la mobilisation pour un autre monde...

12 octobre 2009 : Mobilisation globale en défense de la Mère-Terre et contre la marchandisation de la Vie

Le capitalisme colonial moderne est né il y a des siècles et a été imposé sur le continent américain par l'invasion du 12 octobre 1492. C'est en ce jour qu'a commencé le pillage général, et que furent inventées les théories des « races » pour justifier l'ethnocide américain, les incursions en Afrique pour la traite des esclaves et aussi le pillage des autres continents. Ces génocides n'ont pas cessé et se perpétuent grâce au soutien du capital transnational aidé par les militaires. Cette exploitation/oppression globale du capitalisme est à l'origine du réchauffement climatique qui nous conduit au suicide planétaire.

Cette crise du modèle de développement capitaliste, eurocentriste, machiste et raciste, est totale et nous mène à la plus grande crise socio-environnementale et climatique de l'histoire humaine. La crise financière, économique, énergétique et productive aggrave tout à la fois le chômage structurel, l'exclusion sociale, la violence raciste et machiste, et le fanatisme religieux. Tant de crises si profondes en même temps configurent une authentique crise de civilisation, la crise du « développement et de la modernité capitaliste » qui mettent en danger toutes les formes de vie.

Pourtant certains rêvent encore de corriger ce modèle et refusent d'assumer le fait que ce qui est en crise, c'est le capitalisme, l'eurocentrisme avec ses modèles d'État uni-national, d'homogénéité culturelle, de droit positif occidental, de développementalisme et de mercantilisation de la vie.

La crise de civilisation que nous vivons dans le cadre du monde capitaliste nous oblige à reconstruire et réinventer de nouveaux choix de coexistence entre la nature et la société, de nouveaux modèles de démocratie, d'État, de consommation. Nous avons un besoin urgent de nouveaux paradigmes de civilisation, et dans un tel contexte, non seulement « d'autres mondes sont possibles » mais il est urgent de les mettre en place et leur construction est déjà commencée par les premières victimes des formes les plus barbares de la violence capitaliste/coloniale/moderne et contemporaine. Nous, Peuples, Communautés indigènes, Originaires, Paysans et, entre autres, Ribereños, Quilombolas, descendants d'Africains, Garifunas, Caboclos, Dalits, et leurs fils qui ont émigré vers les barriadas et les favelas pauvres des villes, et tous les autres exclus, invisibles et « intouchables » de la planète, nous continuons à résister, renforçant et actualisant des formes alternatives de civilisation et d'organisation sociale, technologique, éthique, politique, économique, culturelle et spirituelle de l'existence humaine.

Pour nous, Peuples indigènes, la Terre-mère, la société et la culture constituent un tout, nos pratiques en dérivent et nous proposons aux autres de faire de même : Nourrir la Terre-Mère et se laisser nourrir par elle ; faire usage de l'eau comme un droit humain fondamental, mais ne pas en faire une marchandise ; décoloniser le pouvoir : autogestion des communautés, États plurinationaux, autodétermination des peuples, unité dans la diversité et autres formes d'autorité collective ; unité, dualité, égalité et complémentarité des genres ; spiritualités issues du quotidien et de la différence ; libération de toute domination et discrimination raciste, ethnique, sexiste ; décisions collectives sur la production, les marchés et l'économie ; décolonisation des sciences et des technologies ; élargissement de la réciprocité dans le partage du travail, de la production et des services. Et grâce à tout cela, créer une nouvelle éthique sociale, alternative à celle du marché et du profit colonial/capitaliste.

Nous appartenons à la Mère-Terre et nous n'en sommes ni les propriétaires, ni les pilleurs, ni les vendeurs. Aujourd'hui, nous sommes à un carrefour : le capitalisme impérialiste a démontré son caractère dangereux non seulement par sa domination, et par l'exploitation de la violence structurelle qu'il exerce, mais aussi parce qu'il détruit la Mère-Terre et nous conduit au suicide planétaire. Il n'est ni « utile » ni « nécessaire ». Pour cette raison, soeurs et frères, militants de tous les mouvements sociaux du monde convoqués à ce Forum Social Mondial de Bélem.

Nous, Mouvement Indigène du Continent Américain « Abya Yala » vous appelons à la plus large unité dans notre diversité :

→ Pour Reconstruire, réinventer et mettre en place de nouvelles valeurs, structures ou paradigmes de civilisation qui incluent, entre autres aspects, la Décolonisation du Pouvoir et du Savoir, le Bien-Vivre, les Droits collectifs, les États plurinationaux, la Justice climatique, l'Autodétermination des Peuples, l'Autogestion des Communautés, la Réciprocité, l'Égalité et la Complémentarité des Genres,

→ Pour une mobilisation permanente en défense de la Mère-Terre et des Peuples contre la marchandisation de la Vie, contre la pollution, contre le poison du consumérisme, et contre la criminalisation des mouvements sociaux.

Afin d'organiser dans cet esprit une mobilisation intercontinentale le 12 octobre 2009.

Doter les peuples autochtones d'un instrument efficace pour la reconnaissance et la mise en œuvre de leurs droits

Par Sophie BAILLON, chargée de communication chez Survival International (France)

Pour en savoir plus : http://survivalfrance.org/campagnes/169
Signez la pétition : http://survivalfrance.org/agir/petitions/ilo169/signatures/nouveau

La Convention 169 de l'OIT : un instrument international en faveur des droits des peuples indigènes

La Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail (une institution spécialisée des Nations Unies), adoptée en 1989, est le seul instrument international contraignant relatif aux droits des peuples indigènes et tribaux.

Divisée en dix parties et comprenant quarante-quatre articles, elle promeut un ensemble de droits fondamentaux au premier rang desquels figure le droit à l'autodétermination. Elle affirme le droit des peuples indigènes « de décider de leurs propres priorités en ce qui concerne le processus de développement » (art.7) ; elle reconnaît leur relation particulière à la terre, notamment la possession collective de celle-ci, leurs droits sur les ressources naturelles (art.15) et stipule que leur déplacement et/ou réinstallation ne peuvent avoir lieu sans leur consentement libre, préalable et informé. L'article 6 prévoit la consultation et la participation des autorités coutumières à toute décision affectant l'avenir de la collectivité.

En ratifiant cette Convention, les États-membres s'engagent à reconnaître et garantir un ensemble de droits spécifiques aux modes de vie, à la culture, aux pratiques institutionnelle, sociale, politique et spirituelle des peuples indigènes et à lutter contre toute discrimination à leur égard. À ce jour, seuls 20 États l'ont ratifiée, la plupart latino-américains.

La position de la France

Le principe d'indivisibilité de la France régi par le premier article de la Constitution qui « assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion » s'oppose à l'octroi d'un statut juridique propre à une minorité au sein de l'État. Les peuples indigènes de la République (Amérindiens de Guyane, Maohi de Tahiti, Kanak de Nouvelle-Calédonie) sont donc exclus des processus décisionnels et des projets qui les affectent en tant que peuples distincts.

Si les Accords de Nouméa de 1998 garantissent « la pleine reconnaissance de l'identité kanak », le droit commun reste étranger à la notion de droits collectifs inscrite dans la Convention 169. En Guyane, aucun droit particulier n'est reconnu aux Amérindiens qui connaissent une situation catastrophique due à l'invasion de leurs territoires par des orpailleurs illégaux. Selon un délégué de la Fédération des Amérindiens de Guyane, la Convention 169 « permettrait, de résoudre les nombreuses difficultés que les Amérindiens rencontrent pour la défense de leurs droits ».

La France ne peut se soustraire à la mise en oeuvre d'un standard international de protection des droits fondamentaux des peuples indigènes.

Survival mène campagne pour la ratification par la France de la Convention 169. Elle exhorte au même titre les États qui ne l'ont pas encore adoptée à agir en ce sens et appelle également les pays qui l'ont incluse dans leur Constitution — comme la majorité des États d'Amérique latine — à garantir l'applicabilité de ces normes sur leurs territoires.


© FAdM - Lise Trégloze

Les accords de libre échange entre l'UE et l'Amérique Latine : une nouvelle ère des relations commerciales ?

Par Vanessa ALBY-FLORES, Damien L'AGANDRE et Louis PAUTRIZEL, chargés de mission au sein du pôle PPRI (Politiques Publiques et Régulations Internationales) du GRET (Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques)

Si les luttes pour la reconnaissance de leurs droits mobilisent nombre de peuples amérindiens, ces mouvements s'investissent aussi, au sein d'alliances beaucoup plus larges et diverses, dans la dénonciation des dynamiques de libéralisation des marchés, qui menacent les équilibres sociaux, économiques et environnementaux des populations indigènes mais plus largement des pays concernés. Point sur les accords de libre échange en cours et à venir en Amérique latine.

La stratégie de multiplication d'accords bilatéraux de libre échange de l'Union Européenne[1]

Depuis le milieu des années 90, on assiste à la multiplication des accords commerciaux bilatéraux[2]. Parfois appelés « OMC plus », ces accords contiennent des dispositions qui vont au-delà des négociations commerciales multilatérales. Ils exigent une ouverture réciproque des marchés y compris pour les pays les moins avancés (PMA) pourtant exempts d'engagements de libéralisation dans le cadre de l'OMC.

L'intérêt porté aux accords de libre échange s'est accru depuis le ralentissement des négociations à l'OMC. Les négociations bilatérales se sont ainsi intensifiées au cours des dernières années. En Amérique Latine (AL) plusieurs accords ont été ratifiés ou sont en phase de négociation avancée, en particulier depuis le début des années 2000. La politique commerciale extérieure des États-Unis est à l'origine de cette tendance avec la volonté d'accentuer l'ouverture commerciale des marchés latino-américains.

L'Union Européenne (UE) s'inscrit également dans ce processus. En plus de la trentaine d'accords déjà signés, l'UE est en phase de négociations avec plus de quarante pays dans le monde. Sa stratégie est clairement définie dans le document intitulé « Une Europe compétitive dans une économie mondialisée ». Elle vise une ouverture accrue des pays tiers à travers la mise en place d'accords de libre échange qui intègrent de nombreux sujets qui « se trouvent aujourd'hui en dehors du champ couvert par l'OMC, [mais] peuvent être abordés dans les ALE [3] ».

En Amérique Latine, l'enjeu pour l'UE est de conserver et d'améliorer son accès aux marchés des pays de la région vis-à-vis de ses principaux concurrents, en particulier des États-Unis. Ainsi, suite à la signature de l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA), l'UE est entrée en négociation avec le Mexique et a signé un accord en 2000. Deux ans plus tard, un accord avec le Chili a été conclu et plus récemment un traité avec la CARICOM (Communauté du bassin des Caraïbes). L'UE est actuellement en négociation avec l'Amérique Centrale, la Communauté Andine des Nations (CAN) et le MERCOSUR.

Vers une conclusion des accords de libre-échange UE-AL ?

Les négociations UE/Amérique Latine sont à un moment charnière. La conclusion des accords d'association est devenueune des priorités de la politique extérieure de l'Espagne pendant sa présidence de l'UE (de janvier à juin 2010). En vue d'un sommet UE-AL prévu en mai 2010, les négociations ont été relancées et s'intensifient avec le Mercosur et les pays d'Amérique Centrale. Les négociations avec les pays de la CAN ne se font plus au niveau régional suite aux divergences avec la Bolivie et l'Equateur[4]. Un accord vient d'être conclu avec le Pérou et la Colombie début mars. La société civile en Amérique Latine se mobilise contre la signature de ces accords. Le bilan de la mise en place des accords avec les États-Unis est loin d'être positif et montre bien que les avantages pour la région sont limités.

En Amérique Centrale, le DR-CAFTA (Central America - Dominican Republic Free Trade Agreement) a renforcé la dépendance vis-à-vis des importations en provenance des États-Unis et il n'a pas permis d'améliorer l'accès au marché américain.

Ainsi, en trois ans le Guatemala a connu une explosion des importations américaines de céréales particulièrement marquée pour le riz, le blé et le maïs jaune au détriment de la production nationale, alors que le pays est resté autosuffisant en maïs blanc, exclu de l'accord[5].

La position des mouvements sociaux est claire : Ne pas conclure de nouveaux accords commerciaux qui mettraient en péril la sécurité et la souveraineté alimentaires. De plus, les accords négociés avec l'UE sont, sur certains points, plus ambitieux que ceux négociés avec les États-Unis. La proposition européenne envisage un démantèlement rapide des droits de douane et inclut des dispositions de vaste portée y compris dans le domaine des services, de la propriété intellectuelle et des investissements.

En Amérique Latine comme dans d'autres régions confrontées aux défis de la mondialisation, il s'avère essentiel d'articuler l'ouverture commerciale avec les objectifs de lutte contre la pauvreté, de développement de la production et de renforcement de la compétitivité. Une sécurité alimentaire durable passe par la mise en place d'un modèle de développement permettant de protéger les économies et en particulier le secteur agricole.

1 | Ce document se base en partie sur le travail d'Adrien Brondel (CCFD-Terre Solidaire) et Damien Lagandré (Gret) pour la Commission Agriculture Alimentation de Coordination Sud.

2 | L'OMC recense au total 247 accords commerciaux régionaux (ACR) et 139 accords de libre-échange. Il faut y ajouter l'ensemble des accords en cours de négociations (34).

3 | Global Europe, une Europe compétitive dans une économie mondialisée, communication de la Commission Européenne au Conseil, au Parlement Européen, au Comité économique et social européen, et au Comité des régions. En date du 04/10/2006. Disponible en français à l'adresse : http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2006/october/tradoc_130464.pdf

4 | La Bolivie et l'Equateur ont abandonné les négociations en 2007 et 2009, respectivement.

5 | Données CONGCOOP/IDEAR http://www.congcoop.org.gt/default.php?lng=&showpage=28

Enlazando Alternativas
4ème sommet alternatif des peuples
Madrid / 14-18 mai 2010

Appel du réseau bi-régional Amérique latine et Caraïbe - « Enlazando alternativas »

Le réseau Enlazando Alternativas (Nouons les alternatives) est un espace politique pour l'action et la réflexion collective. Il réunit les organisations de la société civile des deux continents (Europe et en Amérique Latine - Caraïbe), et vise à proposer des alternatives pour construire « cet autre monde ». Il est à l'origine, tous les deux ans, de l'organisation du sommet alternatif des peuples. En mai 2010, ce sera à Madrid.

En mai 2010, sous la présidence espagnole de l'Union Européenne, se réuniront à Madrid les Présidents et Chefs d'État de l'Union européenne, de l'Amérique latine et de la Caraïbe. Le « vieux continent », transformé aujourd'hui en Europe du capital et de la guerre, cherchera lors de ce nouveau sommet à impulser des politiques et des mécanismes destinés à favoriser le capital financier et les grandes transnationales à travers le saccage des ressources naturelles et la privatisation des services publics déguisés en promesses de développement. Ce sommet se déroulera sous l'effet d'une crise financière, économique, environnementale et sociale qui a provoqué en Europe plus de chômage et de précarité et en Amérique latine plus de pauvreté et d'exclusion sociale.

En Europe, les mouvements sociaux et les organisations assistent à une avancée progressive des droites et à une attaque, de plus en plus tranchée et agressive, de l'ensemble des droits et conquêtes des travailleurs et des avancées économiques, politiques, sociales, culturelles et environnementales. La récente approbation du Traité de Lisbonne — obtenue anti-démocratiquement puisque sans la participation directe de la population — servira, entre autre, les intérêts des transnationales à travers les accords de libre commerce et la libéralisation des investissements, au mépris des droits des peuples et de l'environnement. L'Europe forteresse, militarisée, xénophobe, inhumaine, avec moins de services publics et plus de privatisations n'est pas notre Europe. A cette Europe du capital, de la guerre et des crises qu'elle génère, nous opposons la solidarité entre les peuples.

En Amérique latine et dans la Caraïbe, les résistances des mouvements sociaux continuent de se développer et, ces derniers, à côté de quelques gouvernements latino-américains, luttent pour défendre leur souveraineté et mener à bien, malgré les difficultés et les contradictions, de nouveaux projets politiques de changement social. Ces efforts sont attaqués lors d'actions criminelles comme le Coup d'Etat au Honduras, qui constitue une menace objective pour tout le continent. De même que l'arrivée de Barack Obama n'a pas provoqué un changement de politique des États-Unis pour la région — comme le montre l'installation de bases militaires en Colombie — l'Union européenne, alors même que nous fêtons le bicentenaire des Indépendances, attaque les processus d'intégration régionale, en utilisant comme figure de proue le gouvernement espagnol et ses transnationales. Sous couvert de coopération et développement avec les traités de libre commerce, les nouvelles caravelles de la re-conquête ne cherchent qu'à consolider leur domination dans la région.

Le Réseau bi-régional Europe Amérique Latine et Caraïbe « Enlazando Alternativas » se mobilise pour la quatrième fois pour la construction d'un espace politique bi-régional. Comme nous l'avons fait à Guadalajara au Mexique (2004), à Vienne en Autriche (2006) et à Lima au Pérou (2008), le Sommet Alternatif des Peuples « Enlazando Alternativas 4 », du 14 au 18 mai 2010, servira à faire émerger de nouvelles convergences solidaires entre nos peuples, à renforcer les résistances populaires émergentes et à construire un espace politique et de mobilisation bi-régionale, et ce, malgré la criminalisation des mouvements sociaux.



Nous appelons tous les réseaux sociaux, syndicaux, les forces politiques et les mouvements de la société civile à se joindre au processus de préparation et à participer à Madrid au Sommet Alternatif des Peuples « Enlazando Alternativas 4 », pour défendre la souveraineté des peuples, les droits humains, la démocratie participative, la justice sociale, la défense de l'environnement, pour lutter contre le changement climatique et pour la paix, où que ce soit.

Nous ne sommes pas invisibles, nous l'avons démontré. Comme disait Gandhi « d'abord on t'ignore, ensuite on se moque de toi, puis on lutte contre toi et finalement c'est toi qui gagnes »... Ils sont actuellement en lutte contre nous.

Soutenir le projet Warana au Brésil pour contribuer à maintenir la biodiversité...

Par Guillaume PICCHIOTTINO, chargé de communication institutionnelle à Guayapi


© FAdM

Le fragile équilibre de l'écosystème amazonien, constituant la réserve végétale et animale la plus importante de la planète, est menacé par la déforestation et l'exploitation intensive des sols et des sous-sols, dont des prospections minières.

La Terre d'origine du Warana, se situe au coeur de cet écosystème, au coeur de l'Aire Indigène Andira Marau, terre ancestrale de la Nation Sateré Mawé, dans l'État d'Amazonas, Brésil.

Depuis 1995, un partenariat entre le peuple Sateré Mawé et Guayapi apporte une rémunération élevée aux producteurs, qui leur permet de mener une existence digne, et assure avant tout la protection du « sanctuaire écologique et culturel du Warana » (Sateré Mawé éco ga'apypiat warana mimotypoot sesé), dont les Indiens Sateré Mawé sont les « gardiens ». En effet, ce lieu qui abrite la seule banque génétique du Guarana, attise les convoitises des grandes multinationales.
Le Projet « Warana » — valorisation et distribution des plantes traditionnellement utilisées par les Sateré Mawé — baptisé du nom de ce fruit mythique pour la tribu, est accompagné par le système de certification FGP (Forest Garden Program), qui oeuvre pour la préservation, voire la restauration, des écosystèmes menacés. Système s'inscrivant parfaitement au profil de Guayapi qui a pour vocation la reconnaissance et la valorisation de plantes issues des terres d'origine, et qui défend trois critères fondamentaux, l'environnemental, le biologique et le social, selon les principes du Commerce Équitable.

Le Docteur Senanayake, fondateur de FGP (membre du réseau mondial International Analog Forestry Network), écologiste sri-lankais et spécialiste de différentes espèces végétales et animales constituant la flore et la faune de notre planète, a créé un modèle de sylviculture dès 1980, baptisé Sylviculture Analogue, permettant d'optimiser les fonctions écologiques de l'écosystème et la séquestration du CO2 atmosphérique.

Les certificateurs de FGP accompagnent également les producteurs afin de mettre en place des projets visant à l'optimisation de la production et à la diversification des espèces, tout en respectant l'écosystème d'origine. Par exemple, le projet innovant « Abeilles », permet d'optimiser la pollinisation, augmentant la production de Warana de 85 %.

Le projet « Warana », présenté et sélectionné à l'exposition universelle d'Hanovre en 2000, permet de renforcer la cohésion sociale de la tribu, fortement mise à mal par des siècles d'exploitation, et constitue un ressort fondamental pour l'autodétermination de la Nation Satéré Mawé. Ainsi, ce projet a été reconnu « Sentinelle » par le mouvement Slow Food (*www.slowfood.fr*), valorisant un savoir-faire ancestral menacé.


© FAdM

Cette initiative est un formidable exemple pour les peuples autochtones de l'Amazonie !



Partager la vie des communautés en Equateur grâce au tourisme solidaire

Par Pierre MARTIN-GOUSSET, Co-fondateur de Tourisme et Développement Solidaires

L'ONG Tourisme & Développement Solidaires porte depuis 10 ans un projet innovant de tourisme solidaire basé sur un concept original d'organisation communautaire dénommé « Villages d'Accueil TDS ». Inspiré de l'expérience française de l'agritourisme et du tourisme associatif, ce concept a pour ambition de permettre à des communautés rurales de gérer, en la maîtrisant, une activité touristique basée sur l'organisation régulière de séjours d'immersion.

Des petits groupes de voyageurs partagent la vie quotidienne des communautés en découvrant et en s'initiant à leurs savoir-faire. L'objectif de cette activité est de contribuer au renforcement de ces communautés et de leurs organisations de développement par leur ouverture au monde extérieur, la formation et le réinvestissement de leurs bénéfices dans des projets d'intérêts collectifs.



Après l'Afrique, TDS a souhaité transplanter cette expérience en Amérique latine.
Le choix de l'Équateur a été motivé principalement par la présence de la FEPTCE (Fédération Equatorienne de Tourisme Communautaire) qui promeut et renforce les initiatives de tourisme Communautaire, respectant les nationalités et favorisant leur positionnement et identité propres dans le secteur du tourisme national. Aujourd'hui, 86 communautés sont adhérentes.

Avec elles, TDS et son partenaire local, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontière (AVSF), ont sélectionné en 2008 trois communautés quechuas, deux sur la Cordillères et une en Amazonie. Après une période de formation et d'appui technique, ces 3 Communautés d'Accueil ont organisé en 2009 une série de séjours.

En Équateur, les voyageurs ont rencontré des communautés très attachées à leur culture dont elles se servent comme étendard pour leurs revendications politiques. Pour leurs responsables, le tourisme solidaire est un moyen supplémentaire pour valoriser et faire reconnaître l'intérêt de leur identité culturelle, non seulement aux touristes étrangers, mais également à leur propre jeunesse qui aurait tendance à s'en détourner au profit des cultures importées. Cela leur permet aussi de rappeler aux autorités que si cette culture est largement exploitée par l'iconographie touristique du pays et appréciée des touristes, elle doit en retour mériter un meilleur traitement dans les politiques socioculturelles des gouvernements.

Les voyageurs sont marqués par la force de l'esprit communautaire qui se traduit dans les « mingas », chantiers collectifs d'intérêt communautaire qui mobilisent très périodiquement des dizaines d'individus. C'est de cette façon que les communautés ont construit leurs auberges pour recevoir leurs voyageurs solidaires.

Dans ce contexte très favorable, il est probable que les effets de ce tourisme solidaire auront les mêmes impacts positifs pour les communautés que ceux constatés et analysés en Afrique, renforcés en Équateur par un meilleur niveau d'instruction et une conscience politique plus affirmée et mobilisatrice. Le temps le dira.

Un commerce équitable et inclusif pour les producteurs indigènes de café

Par Rafael VALCARCE, Président et Nicolas OHL, directeur de Pueblos Nativos

Pueblos Nativos a été créé pour participer au rétablissement des droits économiques et sociaux des peuples indigènes d'Amérique Latine, et leur permettre d'exercer le rôle qui leur revient de droit dans le commerce global, en les associant directement à son organisation, en les incluant et en les faisant participer à leurs marchés, avec leurs propres produits.

Ses fondateurs, producteurs et partenaires des pays consommateurs, sont partis d'un constat, dramatique par sa simplicité : notre système économique et commercial mondial a été, historiquement, construit par et pour quelques puissances économiques occidentales, présentées comme les plus « développées ». Au temps des conquêtes et des colonisations, un système inégalitaire et fondamentalement déséquilibré a été mis en place, faisant des peuples colonisés d'éternels fournisseurs de matières premières, soumis aux règles imposées par leurs colons, et, quand ils ne leur étaient pas asservis, devant obéir à leurs lois, devant vendre à leurs prix…

Hélas, aujourd'hui, ce système est toujours d'actualité, de façon certes moins institutionnelle, mais avec des conséquences tout aussi néfastes pour la survie et les droits des peuples. Descendant des peuples conquis, discriminés, quand ils ne furent pas éradiqués ou victimes de véritables génocides, les minorités, les « indigènes », les « autochtones », s'ils ont pu quitter les plantations de leurs anciens maîtres, voient leurs droits élémentaires, politiques, sociaux, économiques, bafoués.

Et pourtant, n'oublions pas que ces peuples sont à la source de nos plus belles richesses : toutes les matières premières dites tropicales sont bien souvent le fruit de leur travail. Prenons l'exemple du café : Quechuas, Aymaras, Mayas, Arhuacos, Shuars, mais encore peuples d'Indonésie, d'Ethiopie, peuples d'Afrique, cette diversité culturelle des peuples et terroirs producteurs est, avant tout autre facteur, à l'origine de la richesse de cette boisson primordiale, par son importance commerciale et par la préférence que lui accordent les consommateurs, boisson qui sans eux serait depuis bien longtemps devenue un breuvage insipide et standardisé par le goût uniforme de quelques « experts » de multinationales occidentales…

Au lieu de continuer à exploiter ces producteurs indigènes par un commerce profondément injuste, Pueblos Nativos veut révéler aux yeux du monde leurs richesses, leur travail, leurs potentialités. Il ne s'agit pas de les accompagner une énième fois, de façon paternaliste, pour trouver des débouchés ou des partenaires commerciaux, ou d'imposer une nouvelle certification et de nouveaux contrôles… Non, il s'agit bien de leur permettre de devenir les acteurs majeurs de leur filière, de faire en sorte qu'ils s'approprient les rouages du marché du café et des autres matières premières, marchés dont ils ont été exclus depuis des siècles par quelques négociants occidentaux, aux pratiques féodales…

Nous aspirons à ce que les fils de producteurs aient une alternative à l'émigration vers les grandes métropoles ou les pays « développés », et deviennent producteurs autonomes, entrepreneurs sur leurs terres, négociants, importateurs, torréfacteurs en Europe, en quelques mots maîtrisent les productions de leurs peuples en conservant leur dignité, et la majesté de leur culture…

À travers ce commerce équitable et inclusif, par la participation directe des producteurs indigènes sur leurs marchés grâce à des distributeurs, tels Artisans du Monde ou Biocoop, distributeurs responsables et avertis des problèmes majeurs de survie et de développement qui se posent aux peuples autochtones, il s'agit de montrer le rôle réel que jouent ces peuples dans leurs filières, et de ne pas oublier qu'ils sont à l'origine de toutes les richesses des produits que nous consommons au quotidien.

Au-delà de ce commerce, la proposition de Pueblos Nativos est bien celle d'un autre « nouveau monde » à découvrir et à construire. Trois piliers sont à sa base : la participation des producteurs dans toute la chaîne de valeur de leurs produits, jusqu'au consommateur ; la promotion de ce « droit de propriété », sur le produit, mais aussi et audelà, la maîtrise de la propriété intellectuelle à travers les appellations d'origine ou les certifications ; et, enfin, la défense de l'identité culturelle, selon nous seul vrai moteur du développement, conçu comme le meilleur chemin choisi par les Peuples, pour eux-mêmes…



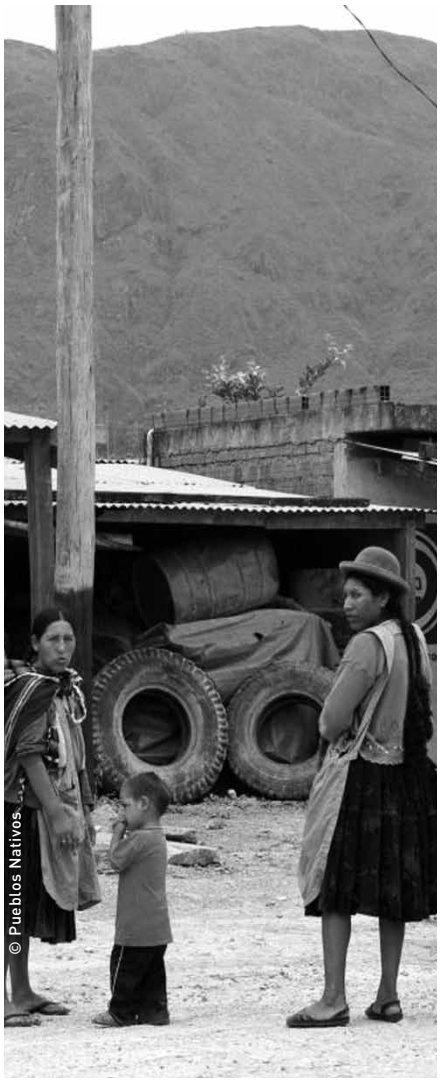
Pueblos Nativos, organisation indigène, est fière d'être un pionnier de ce commerce inclusif, multiculturel et authentique, fière de permettre à ses consommateurs de goûter l'authenticité des produits indigènes, et de rencontrer directement leurs producteurs, aujourd'hui encore en quête de reconnaissance et de dignité.

Soutenir les peuples indigènes : de l'importance du plaidoyer et de l'éducation dans le commerce équitable

Le commerce équitable avec les peuples indigènes : un levier au nord comme au sud pour des changements globaux

Par David ERHART, Responsable des relations avec les partenaires du sud, des campagnes et du plaidoyer à la Fédération Artisans du Monde.

Le mouvement Artisans du Monde (AdM) travaille depuis plus de 35 ans avec de nombreuses organisations des pays du sud pour construire avec elles des relations commerciales plus humaines, plus justes et plus équitables. Parmi ces organisations, prés de 53 se trouvent dans 15 pays d'Amérique latine. Si ce n'est pas le cas de toutes, pour 20 d'entre elles, ce sont des organisations qui travaillent avec des populations ou des communautés indigènes (Pérou, Bolivie, Equateur, Chili, Brésil...).


© Pueblos Nativos

Mais pourquoi vouloir soutenir en particulier les peuples amérindiens ?

Tout d'abord parce que ces producteurs indigènes font partie, dans leurs pays, des populations marginalisées : soit mis à l'écart de la société suite au dénigrement de leur cultures et traditions, soit contraints de quitter leurs territoires (exode vers les bidonvilles des capitales), poussés en cela par un modèle économique qui les tient à l'écart des circuits conventionnels. C'est donc avec une optique d'effet levier, que le mouvement AdM cherche à soutenir économiquement les producteurs indigènes.

Ensuite parce que les peuples originaires et leurs mouvements représentatifs sont porteurs d'un modèle de société plus juste et plus durable, qui lutte contre la marchandisation de la vie et promeut un développement soutenable (cf. Discours de Bélem et Appel du 12 octobre 2009). C'est parce que AdM est aussi porteur de ce projet pour un « Autre Monde » qu'il se mobilise pour les populations amérindiennes, et plus largement les peuples indigènes.

Si les filières de commerce équitable représentent une forme de soutien concret aux partenaires amérindiens, il n'en reste pas moins que cette action doit être complétée au niveau politique par des changements plus globaux : au sud, pour tous les amérindiens et peuples indigènes du monde, et au nord, pour modifier les politiques économiques et commerciales qui pillent les pays du sud et les populations indigènes en particulier. Le soutien économique contribue évidemment a donner les moyens aux organisations de soutenir leurs revendications (cf. le travail avec les Satéré Mawé du Brésil, avec le CIAP du Pérou...) mais il ne peut suffire et nécessite donc d'appuyer politiquement leurs luttes.

Artisans du Monde a toujours affirmé la nécessité de combiner un soutien économique (ventes des produits des partenaires) et politique (sensibilisation par l'éducation et le plaidoyer politique). Parce que soutenir économiquement quelques communautés indigènes, c'est s'attaquer aux conséquences, il s'agit aussi, au travers de notre action de plaidoyer, de s'attaquer aux causes de la dégradation des conditions de vie de ces populations...

Parce qu'en plus de la vision d'un commerce fondé sur un partenariat humain et équitable, nous partageons avec eux, cette vision globale, d'un autre monde, plus juste.

Quelques grammes de guarana et beaucoup d'éducation pour la défense des droits des peuples amérindiens

Par Lise TREGLOZE, responsable éducation à la Fédération Artisans du Monde



Les quelques grammes de guarana contenus dans la bouteille de guaranito (une sorte de « soda alternatif » vendu par le réseau Artisans du Monde), sont très symboliques.

Symboliques car les revenus supplémentaires pour les producteurs de guarana pour chaque bouteille de guaranito vendue, sont proportionnellement assez faibles...

Une bouteille étant composée à 97 % d'eau et d'environ 0,4 % de guarana !

Mais si le commerce équitable du guarana permet aux producteurs la création de débouchés plus sûrs et mieux rémunérés, il a aussi un objectif bien plus large. Ainsi ces quelques grammes de guarana sont surtout symboliques de la lutte des Satéré Mawé et de leurs partenaires du commerce équitable pour la défense de leurs droits : à défendre leur identité, à vivre sur leurs terres ancestrales, à occuper une place dans la société, et à exiger le respect de leur mode de vie et de leur vision du monde. Symboliques aussi des défis qui pèsent sur l'Amazonie brésilienne et ses communautés autochtones, que les Satéré Mawé et Artisans du Monde cherchent à faire comprendre à travers l'exemple du commerce équitable.

En plus de cet « outil de sensibilisation » que représente la bouteille de guarana, la fédération a construit en 2008, un outil pédagogique en partenariat avec les Satéré Mawé. Initialement conçu pour porter la réflexion des jeunes sur la consommation de masse et le rôle des multinationales (les « energy drink » à base de guarana en étant un emblème), cet outil s'est révélé au fur et à mesure de sa construction et de notre compréhension du projet politique des Satéré Mawé, un outil au spectre plus large. En effet, les séquences du film et le projet des Satéré Mawé permettent d'illustrer bien d'autres enjeux tant les défis et les alternatives au niveau économique, social, environnemental, culturel et politique y sont imbriqués.
Ainsi, à l'occasion de la campagne et de la quinzaine Artisans du Monde sur les peuples amérindiens, l'axe éducation a été développé pour permettre aux animateurs, éducateurs et enseignants du réseau Artisans du Monde ou d'ailleurs, de mener des animations pédagogiques sur la question des droits des amérindiens. Une trame d'animation a été réadaptée pour utiliser le DVD « Les défis du guarana » dans un objectif d'éducation sur la défense et la mise en oeuvre des droits des peuples indigènes. Elle est complétée par une sélection d'outils sur cette thématique et des formations pour mieux maîtriser la mallette et la thématique.


© FAdM

L'éducation des citoyen(e)s et des consommateurs(trices) sur la situation des droits des peuples amérindiens peut commencer autour d'un verre de guaranito, mais mérite d'être approfondie lors d'animations pédagogiques pour une meilleure compréhension de ces enjeux.

→ Mallette pédagogique « Les défis du guarana »

Illustrant les dessous de la consommation des sodas et comment l'organisation indigène des Satéré Mawé relève les défis du commerce du guarana grâce au commerce équitable. Contient :
› Un DVD de 3 séquences (d'environ 16 mn. chacune) :
› Un manuel pédagogique avec des fiches thématiques et pédagogiques proposant des séquences d'animation (80 pages).
› Une étude de filière sur la description et comparaison des filières guarana du commerce équitable et d'acteurs conventionnels (70 pages).
Bon de commande à télécharger sur www.artisansdumonde.org ou dans les boutiques Artisans du Monde.



→ Film « L'oeil du guarana »

Film de 52 mn de José Huerta.
À commander auprès de la société Vagalume : jose@vagalume.fr



L'Amérique latine connaît une sorte d'âge d'or politique rimant avec paix durable (excepté en Colombie), stabilisation démocratique et relative prospérité. Après une longue période de coups d'état et de régimes autoritaires, puis de gouvernements libéraux appuyés par le grand voisin (États-unis), de nombreux pays, encouragés par le regain des forces de la société civile (syndicats, paysans, indigènes…) remettent en cause l'expérience néolibérale. Au travers de deux exemples particuliers (Mexique et Bolivie), nous vous proposons ici de comprendre la nature et les conséquences de ces changements.

Repères généraux Bolivie

Superficie : 1,1 millions km² — **Population :** 9,4 millions.
Capitale officielle : Sucre — **Capitale administrative :** La Paz
Régime : République parlementaire — **Président** (depuis 2005) **:** Evo Morales
PIB par habitant ($) **:** 2 817 — **IDH :** 0,68
Espérance de vie : 63,9 ans — **Population urbaine :** 65 %
Analphabétisme hommes : 4,5 % — **Analphabétisme femmes :** 14,6 %



Repères « Peuples amérindiens » en Bolivie

Partenaire AdM : EL CEIBO, ANAQPQUI, CAIC, CRISIL, Naturaleza.
Population : 5 652 000 indigènes qui représentent plus de 50 % de la population.
Groupes ethniques : Plus de 40 groupes ethnolinguistiques dont les plus importants sont les Aymara, les Quechua et les Guarani.
Principales langues indiennes : l'aymara, le quechua et le guarani.
Derniers mouvements : Pour la partie andine : la CONAMAQ (Confédération des Ayllus et Markas du Qollasuyu) qui fait référence aux communautés indigènes elles-mêmes. Pour la partie de l'Oriente : la CIDOB (Confédération indigène de l'Orient, du Chaco et de l'Amazonie de Bolivie). La Confédération Syndicale Unifiée des Travailleurs Paysans (CSUTB), la plus grande organisation syndicale du pays s'est souvent aussi identifiée aux mouvements indigènes mais ceux-ci s'en distinguent parfois. Des partis politiques se sont créés aussi dans la mouvance indigène : Le mouvement indigène Pachakuti (MPI, dirigé par Felipe Quispe), qui représente exclusivement les Aymara et se trouve être un des seuls sur le continent à revendiquer la lutte armée. Le Mouvement vers le socialisme (MAS, dirigé par Evo Morales) qui a été élu en 2005 puis réélu en 2009, est le premier président indien du continent.
Reconnaissance de leurs droits et revendications : Grâce à Evo Morales, la Constitution bolivienne de 2009 est la plus avancée en terme de reconnaissance des droits des peuples amérindiens en assurant la présence des peuples indigènes dans le Tribunal Constitutionnel (reconnaissance de l'autonomie territoriale indigène, droits sur l'utilisation de l'eau et de la terre communautaire).

Plus qu'une renaissance, une reconnaissance nouvelle de la culture indigène en Bolivie

Par Jean Baptiste CAVALIER, chargé de programme ONG, Bolivie

La Bolivie est le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud (près de 40 % de la population vit dans des conditions d'extrême pauvreté) mais aussi l'un des plus riches par certains aspects : ses ressources naturelles bien évidemment (pétrole, gaz, minerais), mais aussi sa diversité culturelle qui se reflète dans tous les aspects de la vie des boliviens.

Jusqu'en 2006, moins de la moitié des 9 millions d'habitants que compte la Bolivie se considérait indigène, une bonne partie d'entre eux ayant honte de ses origines[1]. Mais l'élection, fin 2005, du premier président d'origine indienne, Evo Morales Ayma, a totalement changé la donne. Aujourd'hui, plus de 60 % de la population revendique ses racines indigènes, qu'elles soient aymara, quechua, guaraní, uru-chipaya, araona, baure, tacana, puquina… ou de l'un des plus de 30 groupes ethniques présents en Bolivie. Et l'approbation par referendum de la Nouvelle Constitution Politique de l'État Bolivien avec près de 60 % de « oui » au mois de janvier 2009 n'a fait que renforcer l'importance donnée aux populations « originarias » à travers des articles leur reconnaissant de nombreux droits : mise en place de quota de parlementaires indiens, reconnaissance de

1 | La colonisation espagnole puis l'indépendance conquise par l'oligarchie métisse ont en effet tellement dénigré la culture indienne et imposé une certaine culture occidentale que, encore aujourd'hui, le costume traditionnel des cholitas, ces femmes de l'altiplano qui s'habillent d'une pollera (jupe) aux innombrables jupons et portent un chapon melon, est très fortement inspiré du costume que portaient les femmes de l'aristocratie espagnole à l'époque du vice reinado del Perú.

la justice communautaire ou encore du droit à l'autonomie des communautés indiennes, adoption de la whipala (drapeau à damier multicolore des communautés indiennes) comme symbole de la nation...
Ces 5 dernières années ont donc redonné une place prépondérante aux populations indiennes, populations qui constituent la grande majorité du peuple bolivien mais qui, depuis l'époque coloniale espagnole et malgré l'indépendance du pays en 1825, ont toujours été discriminées. Le principal symbole de ce changement est certainement le fait qu'on ne parle plus aujourd'hui de Bolivie, mais d'État Plurinational de Bolivie, reconnaissant ainsi que le pays est constitué de nombreuses nations indiennes.

La culture indienne reprend donc aujourd'hui officiellement une place prépondérante dans la société bolivienne, mais elle n'avait en réalité jamais disparue. En effet, la population indienne a su préserver ses traditions au cours des siècles passés, les pratiquant au quotidien. La cosmovision andine est donc présente partout, tout le temps.


© Solidar'Monde

Le système de pensée et les actes qui en découlent sont totalement imprégnés des valeurs indiennes. Sur l'altiplano, les communautés indigènes s'organisent en ayllus, forme d'organisation qui répond à une relation ethnique et de parenté sociale : la terre appartient à tous et le travail est collectif (notamment à travers différentes formes de systèmes d'entraide communautaires comme la mink'a ou l'ayni). Cet esprit de coopération se traduit également par un profond respect de l'autre et de tous les éléments qui constituent l'univers. Le principe de base de la cosmovision andine est le Sumaq' Qamaña, ou « vivre bien et en harmonie », dont les préceptes sont la solidarité, la réciprocité et l'équité, et qui s'applique autant aux êtres humains qu'à la nature et à la pacha (le temps).

Dans ce cadre culturel, les valeurs du commerce équitable et de l'économie solidaire ne sont donc pas des valeurs néocoloniales venues du Nord, mais bien des valeurs pratiquées au quotidien par les populations indiennes qui se traduisent aujourd'hui par l'économie communautaire prônée par le gouvernement d'Evo Morales. Ainsi, le label FLO et sa conceptualisation du commerce équitable sont arrivés en Bolivie en 1997, quelques années après que d'autres ONG du Nord aient commencé à implanter le concept dans le pays à travers leurs projets de développement. Mais aux yeux des boliviens, ces gens venus du Nord n'ont rien inventé, ils se sont juste contenté de formaliser des pratiques quotidiennes. Il n'est donc pas étonnant qu'aujourd'hui, alors qu'elles estiment que les organisations du Nord, et plus particulièrement FLO, ne respectent plus réellement les valeurs initiales du commerce équitable, des organisations comme El Ceibo ou Anapqui décident de réorienter leurs activités en direction du marché national, marché sur lequel elles peuvent continuer à respecter leurs valeurs ancestrales tout en générant des gains beaucoup plus intéressants.

L'exemple de El Ceibo : une coopérative cherchant à diversifier sa production et ses débouchés

À partir de l'étude « Commerce Equitable'Sud-Sud, problèmes et potentialités pour le développement du commerce équitable au sein de la communauté Andine des Nations » – Alfonso COTERA (GRESP Pérou) et Jean Baptiste CAVALIER, chargé de programme ONG, Bolivie

Suite à une politique gouvernementale (année 1960) de colonisation de l'Alto Beni (plaine tropicale 4 000 m au dessous de La Paz), les terres ont été distribuées aux populations indiennes de l'Altiplano. Pour ces familles, principalement Aymara et Quechua, le souvenir de ce transfert est celui d'un drame collectif. Bon nombre d'Indiens déplacés ne supportèrent pas le changement climatique et les maladies nouvelles qu'ils contractèrent. Abandonnés à leur sort, dépourvus de l'assistance technique et financière pourtant promise par le gouvernement, ils devinrent vite les proies des intermédiaires qui achetaient à vil prix le cacao et qui jouissaient d'un quasi monopole, profitant de l'isolement géographique de l'Alto Beni. Elle regroupe actuellement prés de 49 coopératives ou groupements situés dans les régions de La Paz, Alto beni, Sud Yungas et même


© Solidar'Monde

pour deux d'entre elles dans la région de Cochabamba. Ainsi ce sont plus de 1 200 familles paysannes qui travaillent au sein de El Ceibo.

Depuis 1982, El ceibo est composé de deux entités distinctes mais liées :

→ Une structure agro-industrielle et économique (El Ceibo) qui emploie plus de 90 personnes pour réaliser les activités de contrôle qualité, de transformations des produits agricoles en produits finis ou semi-finis.
→ Une structure technique (PIAF – El Ceibo pour programme d'Amélioration Agroécologique et Forestière) qui conduit un programme d'appui auprés des coopératives et des producteurs pour la mise en oeuvre des techniques de production écologiques.

Initialement, El Ceibo vendait 100 % de sa production sous forme de produits semi élaborés (pâte ou beurre de cacao) à l'export via les filières de commerce équitables dans le monde entier (Europe, États-Unis...). Fort

de ce soutien économique, la structure a su, dès 1995, trouver les fonds et les compétences locales pour développer ses capacités de production et surtout de transformation. El Ceibo peut se vanter d'avoir été l'une des toutes premières organisations de paysans à mettre sur pied une usine de transformation du cacao. Dans le même esprit, El Ceibo fut pionnière dans la culture du cacao biologique puisque, dès 1988, elle fut en mesure d'exporter des produits certifiés biologiques. Elle a aussi fondé, en 1991, avec 5 autres organisations, la Fédération nationale pour la promotion de l'agriculture biologique, l'AOPEB. Et aujourd'hui, près de 70 % de la production de cacao de El Ceibo est certifiée biologique. Des cultures vivrières comme le riz complet ou des ressources naturelles de la forêt tropicale comme les fruits ont été également encouragées financièrement et soutenues techniquement par El Ceibo.





Repères généraux Mexique

Superficie : 1 967 183 km²
13ème rang mondial La frontière avec les États-Unis est de 3115 km
Population : 109,9 millions d'habitants — **Densité** : 54 hab/km²
Régime politique : République Fédérale (31 Etats + Mexico) — Pluraliste
PIB total (en milliards $) **:** 1 022 — **PIB par habitant** ($) **:** 8 436 — **IDH :** 0,8
Espérance de vie : 75,8 ans — **Population urbaine :** 76,8 %
Taux d'alphabétisation (population totale) **:** 91 %

Repères « Peuples amérindiens » au Mexique

Partenaire AdM **:** CIRSA, ISMAM, Miel Maya, Xochiquetzal.
Population **:** 13 416 000 indigènes soit 45 % de la population totale.
Groupes ethniques **:** Plus de 40 groupes ethniques, dont les plus connus sont les Nahua, es Mayas, les Zapotèques, les Huichol, les Tarahumara, les Huastèques et les Tzotzil.
Principales langues indiennes **:** le nauhatl (ou aztèque) et les dialectes issus du maya.
Derniers mouvements **:** malgré la révolution mexicaine de 1910, les peuples indigènes ont été complètement marginalisés par l'Etat. Le mouvement le plus important, et aussi le plus connu d'Amérique latine, est l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (AZLN). Il y a aussi d'autres organisations comme la Coordination Nationale des Peuples Indiens (CNPI) ; la Convergence des organisations paysannes indigènes du Chiapas et le Front Indépendant des Peuples Indiens (FIPI).
Reconnaissance de leurs droits et revendications **:** La reforme constitutionnelle de 1992 a introduit pour la première fois une référence aux peuples amérindiens en leur reconnaissant leurs droits culturels mais sans mentionner les principes de respect de ces droits ou les institutions dans lesquelles ces droits devaient se matérialiser. Depuis, différents organismes comme la Commission Nationale pour le Développement des Peuples Indigènes du Mexique militent pour une réforme de la Constitution, qui a déjà été amendée plus de 400 fois depuis 1917.

En ce début de XXIème siècle le Mexique poursuit une orientation politique et économique libérale. Dans la société mexicaine, la répartition des fruits de la croissance est de plus en plus inégalitaire. La mondialisation des échanges accélérée (accords de libre échange) plonge dans la détresse les petits paysans, les poussant à chercher des solutions vers la grande ville ou vers les États-Unis (immigration). Face à ces difficultés de survie et aux réponses limitées de l'État, de multiples mouvements revendicatifs affichent une demande très forte de justice et de démocratie.

Face aux menaces économiques et sociales les mouvements sociaux mexicains se mobilisent

Article préparé à partir des articles du site Internet de Ritimo *http://www.ritimo.org*
écrit et proposé par le Cides (Centre d'Information pour un Développement Solidaire) de Toulouse en avril 2009

L'ALENA, à qui profite l'ouverture des marchés ?

En 1992, les États-Unis, le Canada et le Mexique ont signé un traité de libre échange, l'ALENA pour faciliter les échanges commerciaux. Depuis son entrée en vigueur en 1994, le Mexique a connu une dynamique économique importante (nette augmentation des exportations mexicaines vers les États-Unis). L'ouverture des marchés et des frontières a permis le développement, à la frontière Mexique/États-Unis de maquiladoras. Ce sont des usines d'assemblage de produits manufacturés, importés des États-Unis puis réexportés (dont de nombreuses organisations dénoncent les conditions de tavail). Cependant cette libéralisation n'a pas été génératrice de suffisamment d'emplois et a renforcé la dépendance du Mexique vis-à-vis des États-Unis (environ 87 % des exportations sont à destination de ce pays). De plus les entreprises des États-Unis se tournent vers des sous-traitants tels que la Chine qui emploient une main d'oeuvre « meilleur marché » (cinq fois moins chère qu'au Mexique), et abandonnent les ateliers mexicains.

Le pouvoir des États a également été évincé au profit d'une logique économique et commerciale faisant le jeu des grandes entreprises. On peut regretter que les volets initiaux du traité sur les politiques de soutien au développement économique et la réglementation environnementale aient été mis de côté.

Vers la fin de la sécurité et de la souveraineté alimentaire : face à l'arrivée massive de produits agricoles américains à très bas prix, une partie du secteur agricole mexicain, fragile et mal protégé (pas ou peu de subventions) n'a pas pu résister. L'écart entre l'agriculture commerciale destinée à l'exportation et l'agriculture traditionnelle de subsistance s'aggrave. C'est un bouleversement qui a fortement marginalisé une majorité de petits paysans qui pratiquent une agriculture traditionnelle. Il s'agit là d'une crise profonde qui entraîne un exode rural massif. De plus un volet de l'ALENA prévoit pour 2008 une levée totale des barrières douanières sur des produits essentiels pour le Mexique (tels le maïs et les haricots), rendant la situation encore plus préoccupante.

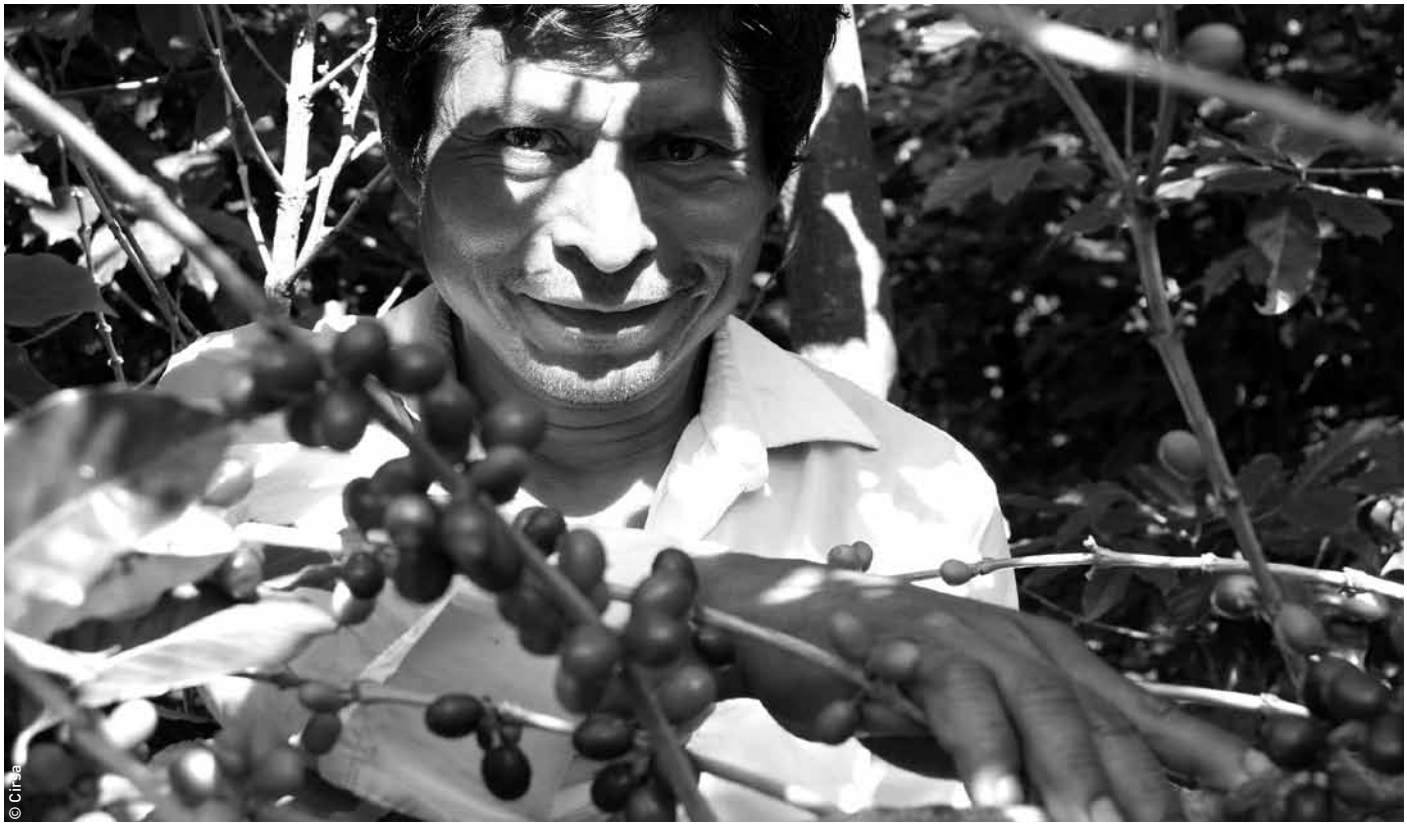
Le coût de la vie est aggravé par la perte du contrôle de l'Etat sur la régulation des prix au profit de la régulation « naturelle » du marché. Les Mexicains ont ainsi vécu l'augmentation des prix (environ 13%) de produits de première nécessité comme le lait, la tortilla (galette de maïs, équivalent du pain). Les crises médiatiques de 2008 et 2009 telles que les émeutes dites « de la tortilla » sont une preuve de cette situation.

Face à cet appauvrissement, les Mexicains et Mexicaines sont de plus en plus nombreux chaque année à tenter leur chance en dehors de leur village. Les petits paysans migrent soit vers les États-Unis (migrations souvent temporaires), soit vers la capitale en venant gonfler le secteur informel.

La rébellion du Chiapas : « Changer le monde sans prendre le pouvoir »

Dans les États du Sud du Mexique les plus touchés par la pauvreté, la discrimination et le racisme (Chiapas, Oaxaca, Guerrero), un tiers de la population autochtone du Mexique se trouve concentrée dans ces trois Etats), plusieurs foyers d'opposition ont vu le jour. Les conséquences de l'ALENA dans le domaine agricole ont été ici particulièrement ravageuses, en asphyxiant les petits paysans, les contraignant à l'exode ou les poussant à la rébellion.

Le 1er janvier 1994, date d'entrée en vigueur de l'ALENA, la société mexicaine voit apparaître un nouvel acteur sur la scène politique, l'EZLN (Armée Zapatiste de Libération Nationale) avec à sa tête le sous-commandant Marcos. L'EZLN s'insurge dans l'État du Chiapas, en assiégeant plusieurs villes pour faire entendre la voix des indigènes, la revendication de leurs terres et de leur dignité. Les zapatistes avec leur annonce « Hoy decimos basta ! » (Aujourd'hui, nous disons ça suffit !) se considèrent comme une arrière-garde pour faire pression sur la société. L'EZLN et les communautés indigènes ont initié avec succès de nombreuses actions locales de nature collective et autogestionnaire. En 1996, les accords de San Andrés ont été signés entre le gouvernement fédéral et l'EZLN pour redonner notamment de la dignité au peuple indigène victime de nombreuses discriminations. Mais jusqu'à présent ces accords sont restés lettre morte. Actuellement encore, le mouvement doit affronter les groupes paramilitaires dans la région et doit subir la présence de l'armée dans une guerre de basse intensité (il n'y a pas de déclenchement d'offensive armée, mais une pression permanente exercée sur les populations civiles afin de décourager tout contact avec les insurgés). Leur dernière offensive politique, « La Otra Campaña » lancée le 1er janvier 2006 en parallèle avec la campagne présidentielle, a pour but d'écouter les revendications du plus grand nombre et souligne ce désir d'ouverture vers d'autres organisations et groupes sociaux.



CIRSA : exemple d'une stratégie de producteurs indigènes pour améliorer leurs conditions de travail et de vie

Par Gladys Karina Sánchez Juárez, maitrise en développement rural de l'Université autonome Metropolitana-Unidad Xochimilco (México)[1]

Au Mexique, comme dans les autres pays d'Amérique latine, la culture du café est une alternative de subsistance pour des milliers de petits producteurs qui cherchent le moyen de compléter leurs revenus dans des conditions les moins défavorables en respectant les acheteurs et les consommateurs.

Pour cela, l'alternative est née de s'organiser en sociétés de petits producteurs ; C'est le cas, par exemple, de la coopérative des Communautés Indigènes de la Région de Simojovel de Allende (CIRSA) dont l'activité principale est la production et la commercialisation de café biologique équitable. Cette organisation se situe dans la commune de Simojovel, Chiapas. CIRSA regroupe 584 producteurs indigènes des ethnies tzotzil et tzeltal principalement, qui viennent de 29 communautés des communes de Simojovel de Allende, El Bosque, Huitiupan, Jitotol, Amatan et Chalchihuitan.

Le mouvement a débuté en 1990 pour produire et commercialiser du café selon des techniques d'agriculture biologique, en prenant comme référence les expériences d'une organisation indigène à Oaxaca (Union des Communautés Indigènes de la Région de l'Isthme - UCIRI) et de l'organisation Indigène de la Sierra Mère de Motozintla (ISMAM). En 1993, CIRSA commence à développer l'activité commerciale de façon indépendante, en s'appuyant sur la certification du café 100% d'origine biologique, validée par des agences de certification (Naturland, IMO-Contrôle de Suisse et Certimex). En s'appuyant sur la certification agriculture biologique, l'organisation a mis en place des contrôles internes techniques qui imposent un processus de production respectueux de l'environnement en plus d'assurer la production d'aliments sains pour les consommateurs. En 1995, l'organisation commence à commercialiser sa production en tant que café biologique et équitable (certification FLO).

L'expérience de CIRSA est un exemple des stratégies de survie que les indigènes ont mis en place. Elle implique de développer des compétences techniques au sein de l'organisation. Même s'il existe encore une marge de progression importante, il est certain que cette stratégie a permis aux producteurs de s'approprier le processus de production et de découvrir de nouvelles formes de commercialisation de la production sans l'intervention des intermédiaires et en obtenant des prix raisonnables grâce au commerce équitable.

1 | Traduit par Matilde LABEY, Echangeons le Monde, Gap, Réseau Artisans du Monde.

Ce bulletin a été réalisé avec le soutien financier de la région Ile de France et de la mairie de Paris

ARTISANS DU MONDE

POUR UN COMMERCE ÉQUITABLE

→ ARTISANS DU MONDE c'est :

› **Le 1er réseau de magasins spécialisés de commerce équitable en France**

› Une première association Artisans du Monde créée en 1974 ; depuis 1981, **une fédération** nationale de **170 associations**

› **145 magasins** associatifs en France qui commercialisent des produits **artisanaux et alimentaires** d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie

› Un partenariat avec **121 groupements de producteurs du Sud**

→ LE COMMERCE ÉQUITABLE

› offre à des organisations d'artisans et de paysans défavorisés, une relation durable fondée sur **une juste rémunération, le respect de l'humain et de l'environnement.**

› permet de vivre dignement de leur travail, de **satisfaire des besoins essentiels et de développer des projets sociaux** (santé, éducation, habitat...) dans leur communauté.

→ **Artisans du Monde défend un commerce équitable à trois dimensions :**

› **commerciale**, pour offrir des débouchés et un revenu aux producteurs,

› **éducative**, pour mieux informer le public,

› **plaidoyer**, pour mobiliser les citoyens en faveur d'un commerce mondial plus juste.

› Nos magasins sont des lieux de **consommation citoyenne de proximité**, où le public peut **s'informer, s'éduquer et s'engager pour un monde plus équitable.**

Imprimé par l'imprimerie Maugein sur papier recyclé avec de l'encre végétale.

| Rédaction : Fédération Artisans du Monde - 53 bd de Strasbourg - 75010 Paris
Tél: 01 56 03 93 50 | Fax: 01 47 70 96 35 | www.artisansdumonde.org
| Coordination de la rédaction : David ERHART
| Remerciements : Élisabeth GALANO, Marie France FRANQUEVILLE, Lise TREGLOZE, Gérald GODREUIL, Nathalie TURBE
| Maquette : Nicolas ADET (adnparis@me.com)